

Coupes chez les fonctionnaires: avec 1.800 postes, l'éducation paie un lourd tribut

Paris, 17 sept. 2018 (AFP) -

Le ministre de l'Éducation a annoncé la suppression de 1.800 postes dans les collèges, lycées et les services administratifs, assumant de privilégier l'école primaire mais suscitant l'inquiétude des syndicats qui voient un "mauvais signal" avant la réforme du bac.

Le gouvernement avait annoncé la suppression de 4.500 postes dans la fonction publique d'État en 2019. L'Éducation nationale y participe très largement avec ces coupes, qui représentent 0,2 % des emplois du ministère. "Seuls le second degré et les services administratifs seront concernés", a déclaré le ministre Jean-Michel Blanquer dans un entretien au Figaro.

Le ministre entend maintenir le volume d'enseignement grâce aux recours aux heures supplémentaires, qui seront exonérées de cotisations salariales, "donc plus rémunératrices pour les professeurs".

"C'est un dramatique retour en arrière, au temps de la présidence Sarkozy, où l'on a avait plus de élèves et moins de profs", a réagi Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU (premier syndicat du secondaire).

A l'époque, M. Blanquer, directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco) de 2010 à 2012, avait appliqué la politique du président, qui s'était traduite dans l'éducation par la suppression de 80.000 postes sur l'ensemble du quinquennat.

Parallèlement, M. Blanquer a annoncé lundi une augmentation du budget de son ministère de 850 millions d'euros en 2019, soit une hausse de 1,7%, "l'une des plus importantes augmentations au sein de l'État".

Le ministre de l'Éducation entend ainsi "poursuivre le rééquilibrage en faveur de l'école primaire". Le budget 2019 doit notamment lui permettre de financer la poursuite de sa mesure-phare: le dédoublement des effectifs dans les classes de CP et CE1 des quartiers défavorisés, qui concernera 300.000 élèves par an à la rentrée prochaine.

Lundi, il a promis sur France inter que "les taux d'encadrement dans tous les départements de France, ruraux et urbains vont s'améliorer à l'école primaire : moins d'élèves par classe dans toutes les écoles primaires de France au cours des années qui viennent".

- "Contexte plus tendu" -

Mais les syndicats y voient "un mauvais signal". "En soi, la baisse n'est pas énorme, mais on est clairement dans un retournement de tendance", a ainsi réagi Philippe Vincent, le nouveau secrétaire général du SNPDEN, principal syndicat des chefs d'établissement.

Selon lui, "le contexte va être plus tendu" pour mettre en oeuvre les réformes annoncées du baccalauréat et de la voie professionnelle.

Jean-Michel Blanquer a annoncé cet hiver une réforme du bac général et technologique, qui passera notamment par la suppression des séries (L, ES et S), et une autre visant à revaloriser la voie professionnelle.

Les effets du boom démographique de 2000 "ne sont pas terminés au lycée", souligne Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, qui s'attend à davantage de "recours à des contractuels" pour combler les suppressions de postes du secondaire.

En plus de mettre l'accent sur l'école primaire, Jean-Michel Blanquer assure vouloir augmenter le pouvoir d'achat des professeurs.

Mais les syndicats sont dubitatifs. "La hausse du budget de l'éducation, on ne sait pas bien ce qu'elle recouvre", s'interroge ainsi Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. "Va-t-elle par exemple servir à financer le service national universel", en préparation ?

Les annonces du ministère "n'augmentent rien de bon", selon le syndicaliste, qui rappelle la promesse présidentielle de supprimer 50.000 postes de fonctionnaires sur le périmètre de l'État, et s'attend donc à "une montée en charge dans l'éducation".

Elles ont aussi suscité des critiques politiques, à gauche. Le candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon a jugé sur France Inter que "faire le choix de mettre moins d'adultes dans l'Éducation nationale (...), ce n'est pas



PAYS :France
SURFACE :97 %
PERIODICITE :Quotidien



► 17 septembre 2018 - Edition Fil Gen

sérieux".

"Il y a au moins un sujet sur lequel on pouvait espérer avec LREM, c'était le renforcement de l'école. Las", a tweeté Olivier Faure, premier secrétaire du PS.

"Le virage social était un mirage...", a de son côté tweeté Ian Brossat (PCF).
bur-ito/jt/al

Afp le 17 sept. 18 à 13 28.